

Vendredi 20 novembre 2020

## La relance ne doit oublier personne : le Maire de Rouen interpelle le Premier ministre

**Nicolas MAYER-ROSSIGNOL co-signe un courrier au Premier ministre au sujet de l'urgence sociale, aux côtés des maires de Poitiers, Tours, Lyon, Bordeaux ou Strasbourg. Au-delà des conséquences sanitaires, la Covid 19 a des conséquences sociales, qui peuvent se résumer à un seul chiffre : en 2020, la France pourrait franchir la barre des 10 millions de personnes pauvres. Face à la crise sociale, protéger les plus fragiles, mettre en œuvre une solidarité véritablement inconditionnelle, doit être une priorité, et une urgence.**

**Pour Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Maire de Rouen et Président de la Métropole Rouen Normandie :** « *Nous faisons face à une conjonction de crises : sanitaire, économique et sociale. Nos collectivités sont les 1ers témoins des effets concrets de ces crises et sont en 1<sup>ère</sup> ligne pour y répondre. Notre maître-mot, c'est la solidarité. Je prendrai trois exemples : avec Rouen habitat, nous avons mis en œuvre un moratoire sur les loyers jusqu'à juin 2021. Avec la Métropole Rouen Normandie, nous avons mis en œuvre le Plan local d'urgence sanitaire (PLUS) à hauteur de 6 millions d'euros pour les entreprises et les associations. A l'échelle de la Ville de Rouen, nous avons mis en œuvre l'Armada des Rouennais solidaires. Nous sommes au rendez-vous. Il faut que le Gouvernement assume sa part également ! »*

Le baromètre Ipsos - Secours populaire de la pauvreté de septembre dernier nous donnait un premier aperçu de l'impact social de la crise COVID : parmi les foyers touchant moins de 1200 euros net mensuels, 60% ont des difficultés à se procurer des fruits et légumes frais, 57% à avoir trois repas par jour de qualité, 53% à payer leur loyer, et 51% à payer les actes non ou mal remboursés par la Sécurité sociale. Le rapport sur la pauvreté du Secours Catholique nous le confirme : la France pourrait franchir la barre des dix millions de pauvres en 2020, et la situation s'aggrave considérablement pour les personnes les plus fragiles, les jeunes, les familles dépendant des emplois les plus précaires, les étrangers...

Dans un courrier au Premier ministre, Nicolas Mayer-Rossignol et d'autres élus \* demandent un engagement fort de l'Etat, en donnant des moyens supplémentaires à la lutte contre la pauvreté, et en permettant aux collectivités de pouvoir expérimenter de nouveaux modèles de solidarité : mise en place d'un revenu minimum social garanti pour les jeunes, expérimentation d'un revenu universel, développement d'une sécurité sociale de l'alimentation.

« *Le plan de relance ne doit oublier personne au bord du chemin ! J'invite le Gouvernement à agir sur deux sujets : les jeunes, qui sont les premières victimes de la crise, en élargissant le revenu de solidarité active aux moins de 25 ans, et les associations : si nous ne faisons rien, un grand nombre d'entre elles ne survivront pas à la crise ! »* conclut Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

\* élus signataires : Eric Piolle, maire de Grenoble - Pierre Hurmic, maire de Bordeaux - Michèle Rubirola, maire de Marseille - Anne Vignot, maire de Besançon - Léonore Moncond'huy, maire de Poitiers - Nicolas Mayer-Rossignol, maire de Rouen - Grégory Doucet, maire de Lyon - Emmanuel Denis, maire de Tours - Jeanne Barseghian, maire de Strasbourg Florence Jardin, présidente de Grand Poitiers - Bruno Bernard, présidente de la métropole de Lyon.